

La violence populaire est une réponse à la violence d'Etat

Comité Action Palestine

Le 27 juin 2023 à Nanterre, Nahel, 17 ans, est assassiné par la police sous l'œil de la caméra d'un passant. Quelques jours après, dans la nuit du 1 au 2 juillet, la police récidive. C'est au tour de Mohammed 27ans de perdre la vie à la suite d'un tir de LBD. La même nuit, Hedi, 22ans, reçoit également une balle de LBD dans le crâne avant d'être trainé dans une ruelle, tabassé et laissé pour mort. Il échappe à celle-ci mais avec d'irréparables séquelles. Plus récemment le mercredi 6 septembre à Elancourt, Sefa 16ans, se fait percuter en scooter par une voiture de police et serait toujours en état de mort cérébrale. Depuis trois décennies, la liste est longue des jeunes Arabes et Noirs assassinés dans des circonstances similaires. Face à ces crimes, l'histoire semble se répéter. En 2005, à la suite de la mort de Zyed et Bouna, l'insurrection a duré un mois dans tous les quartiers populaires pour dénoncer le racisme et les discriminations. En 2023 l'assassinat de Nahel a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. L'embrasement est massif. En quelques jours, les lieux de représentation symbolique de l'Etat, des Municipalités, mais aussi les banques et les centres commerciaux qui étranglent les quartiers populaires sont systématiquement visés. Les jeunes n'en peuvent plus d'être les victimes sans voix de cette société injuste.

L'exécution filmée de Nahel a permis au slogan «la police tue» de ne pouvoir être nié par toute une partie de la population. Oui les policiers ont le permis de tuer parce que dans la très grande majorité des crimes commis, il n'y a pas eu de condamnation. La police tue et la justice cautionne dès lors que les victimes sont des habitants des banlieues ou des classes populaires. Les jeunes des quartiers écopent de la

prison ferme pour le moindre signe de rébellion et méritent la peine de mort pour la moindre infraction, c'est en substance le message envoyé par le pouvoir à ses forces sécuritaires qui agissent en toute impunité.

Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets : la violence économique, la violence policière et le racisme d'Etat généreront toujours les mêmes réactions populaires. La police est une institution par nature violente. C'est son rôle de réprimer, voire de tuer. Les Gilets Jaunes et les militants anticapitalistes en ont une conscience aiguë, eux qui ont aussi eu à subir l'extrême violence de l'appareil policier. Tuer, amputer, éborgner, matraquer pour que l'ordre des possédants et des capitalistes soit assuré. La propagande officielle nous raconte toujours la même fable quand la police tue : c'est un acte isolé. Or le nombre d'assassinats de jeunes des quartiers populaires montre parfaitement que la violence est le cœur qui bat de la police. Le racisme est son âme. La situation insurrectionnelle dans les quartiers populaires est une conséquence logique et légitime. Face à une institution policière qui assassine dans l'impunité totale ou presque, il ne reste plus que la révolte. Car c'est bien la révolte qui a fait que les assassinats de Nahel, Zyad et Bouna font figure d'exception dans la tragédie de ces quartiers. La très grande majorité des jeunes tués par la police le sont dans l'indifférence la plus totale.

En effet, malgré la colère populaire exprimée en 2005, puis en 2023, le meurtre des jeunes de banlieue ne cesse pas. Pourtant la révolte et l'établissement d'un rapport de force sont bien les seules options quand la classe politique fait semblant de s'indigner, quand la justice fait semblant de juger et quand la police fait semblant de se réformer.

Nous saluons la mémoire de tous ceux tombés sous les balles de la police et nous affirmons qu'il est de notre devoir de soutenir l'expression de la colère des quartiers populaires. Nous dénonçons également les tentatives de récupération de

cette colère légitime par les partis politiques et organisations françaises.

Niger : le temps du colon et du pillage est révolu !

Comité Action Palestine

« L'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ». Le propos raciste de Nicolas Sarkozy dans son discours du 26 juillet 2007 à Dakar n'avait pas besoin des derniers événements au Niger pour le disqualifier radicalement. Il montre en revanche que la vision coloniale de la France est complètement à côté de la plaque. Non seulement les autorités françaises regardent l'Histoire se faire à leurs dépens, impuissantes, mais n'en tirent aucun enseignement. Elles sont hors de l'Histoire.

Après les changements survenus au Mali, en Guinée et au Burkina Faso au cours des dernières années, un groupe d'officiers de la garde présidentielle a pris le contrôle de la Présidence de la République du Niger depuis le 26 juillet. Très rapidement, la mise à l'écart de Mohamed Bazoum, le Président en exercice, s'est accompagnée d'une exigence du départ des forces françaises stationnées au Niger et de la dénonciation de tous les accords de coopération militaire signés avec la France. Cette prise de pouvoir est largement soutenue par la population qui est massivement descendue dans la rue, brandissant des slogans anti-français, rejetant ainsi l'emprise de l'ancien colonisateur.

Le Niger est le second fournisseur d'uranium à la France qui contrôle via le groupe Orano, trois sites d'extraction sur ce

territoire, et était l'un des derniers alliés de Paris dans la région. C'est en effet au Niger que les forces militaires françaises, initialement stationnées au Mali, se sont redéployées. Macron a eu beau déclarer qu'il agirait avec « fermeté et détermination », qu'il ne tolérerait « aucune attaque contre la France et ses intérêts », et tenter de mobiliser les autres Etats africains réunis au sein de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour faire pression sur les nouvelles autorités nigériennes, il semble bien que l'influence de la France en Afrique est en train de fondre comme neige au soleil. Les menaces d'intervention militaire pour rétablir Mohamed Bazoum agitées par la CEDEAO et le président du Nigeria, Bola Tinubu (accusé de trafics de drogue), n'ont à ce jour pas été exécutées, malgré les pressions en coulisses de la France.

Celle-ci ne peut plus se permettre d'agir comme autrefois et son impérialisme doit se faire discret. La donne politique a changé. Le Mali et le Burkina-Faso qui ont précédé le Niger sur la voie de l'émancipation de la tutelle française se sont bien sûr dès le départ rangé à ses côtés. Des pays comme l'Algérie ou le Tchad s'opposent à l'option militaire et, pour enfoncer le clou, l'Union Africaine a dit tout le mal qu'elle pensait d'une intervention violente téléguidée par la France. Il faut saluer ici le rôle des peuples, qui n'ont jamais déserté la scène de la lutte, mais qui, aujourd'hui plus que jamais, exigent une souveraineté totale sur leurs ressources et la prise en main définitive de leur destin. Si l'Histoire a un sens et s'il y a une leçon à tirer des développements politiques en cours en Afrique, c'est qu'il n'y aura plus jamais un retour en arrière. Plus jamais le statut quo néocolonial ne prévaudra. Après la phase de décolonisation dans les années 1950 et 1960, la lutte des peuples d'Afrique ouvre une nouvelle séquence : parachever l'œuvre d'émancipation anticoloniale commencée il y a plus d'un demi-siècle.

Ce qui se joue actuellement en Afrique de l'Ouest démontre encore une fois que les puissances impérialistes occidentales sont en phase de déclin partout dans le Monde. Ces changements de rapport de force sont un grand espoir pour ce continent et plus largement pour tous les peuples du Sud. Le temps du colon et du pillage est révolu. Nous, Comité Action Palestine, exprimons tout notre soutien à la lutte des peuples en Afrique !

Asesinato de Nahel: la violencia popular responde a la violencia estatal

Comité Action Palestine

Nahel tenía 17 años. Fue asesinado por la policía. La lista de jóvenes árabes y negros asesinados en circunstancias similares es larga. El lema « la policía mata » es hoy una evidencia. Los policías tienen licencia para matar porque en la gran mayoría de los crímenes cometidos no ha habido condena. La policía mata y la justicia lo avala cuando las víctimas son habitantes de los suburbios, y de las clases populares. Los jóvenes de los barrios populares merecen la pena de muerte por la menor infracción, es en esencia el mensaje enviado por el gobierno a sus fuerzas 'de seguridad' que actúan con total impunidad.

Cuando los hechos hablan por sí solos, cuando la verdad se impone por la fuerza de las imágenes, la propaganda racista no duda en recurrir a burdos procedimientos de manipulación para exculpar al autor del crimen y, al mismo tiempo, mancillar la memoria de la víctima. El respeto por una familia en duelo y

por la víctima no cuenta. La policía tiene necesariamente 'razón' en matar árabes y negros. Los medios de comunicación y el poder político repiten incansablemente los mismos clichés racistas, el mismo desprecio de clase.

La "emoción" simulada de un Emmanuel Macrón no será suficiente para calmar la ira legítima de los habitantes de los barrios populares. La historia parece repetirse. En 2005, tras la muerte de los dos jóvenes Zyed y Bouna, la insurrección duró un mes en todos los barrios populares para denunciar el racismo y la discriminación. La historia parece repetirse porque las mismas causas producen siempre los mismos efectos: la violencia económica, la violencia policial y el racismo de Estado generarán siempre las mismas reacciones populares.

La policía es por naturaleza una institución violenta. Su papel es reprimir, incluso matar. Los chalecos amarillos son muy conscientes de esto, ellos que también tuvieron que sufrir la extrema violencia del aparato policial. Matar, amputar, cegar, apalear para asegurar el orden de los dueños y de los capitalistas. La propaganda oficial siempre nos cuenta la misma fábula cuando la policía mata : es un acto aislado. Sin embargo, el número de asesinatos de jóvenes de barrios populares demuestra perfectamente que la violencia es el corazón palpitante de la policía. El racismo es su alma. La situación insurreccional en los barrios populares es una consecuencia lógica y legítima. Ante una institución policial que asesina con total o casi total impunidad, sólo queda la rebelión. la correlación de fuerzas es la única opción cuando la clase política finge indignarse, cuando la justicia finge juzgar y cuando la policía finge reformarse.

Saludamos la memoria de este niño asesinado y la de todos los que cayeron bajo las balas de la policía.

Assassinat de Nahel: la violence populaire répond à la violence d'Etat

Comité Action Palestine

Nahel avait 17 ans. Il a été assassiné par la police. La liste est longue des jeunes Arabes et Noirs assassinés dans des circonstances similaires. Le slogan « la police tue » est aujourd'hui une évidence. Les policiers ont le permis de tuer parce que dans la très grande majorité des crimes commis, il n'y a pas eu de condamnation. La police tue et la justice cautionne dès lors que les victimes sont des habitants des banlieues ou des classes populaires. Les jeunes des quartiers populaires méritent la peine de mort pour la moindre infraction, c'est en substance le message envoyé par le pouvoir à ses forces sécuritaires qui agissent en toute impunité.

Lorsque les faits parlent d'eux-mêmes, lorsque la vérité s'impose par la seule force des images, la propagande raciste n'hésite pas à recourir à de grossiers procédés de manipulation pour disculper l'auteur du crime et, dans le même élan, salir la mémoire de la victime. Le respect d'une famille en deuil et de la victime ne comptent pas. La police a forcément raison de tuer des Arabes et des Noirs. Les médias et le pouvoir politique répètent inlassablement les mêmes clichés racistes, le même mépris de classe.

L'«émotion» simulée d'un Emmanuel Macron ne suffira pas à calmer la colère légitime des habitants des quartiers populaires. L'histoire semble se répéter. En 2005, à la suite de la mort des deux jeunes Zyed et Bouna, l'insurrection a duré un mois dans tous les quartiers populaires pour dénoncer

le racisme et les discriminations. L'histoire semble se répéter car les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets : la violence économique, la violence policière et le racisme d'Etat généreront toujours les mêmes réactions populaires. La police est une institution par nature violente. C'est son rôle de réprimer, voire de tuer. Les Gilets Jaunes en ont une conscience aiguë, eux qui ont aussi eu à subir l'extrême violence de l'appareil policier. Tuer, amputer, éborgner, matraquer pour que l'ordre des possédants et des capitalistes soit assuré. La propagande officielle nous raconte toujours la même fable quand la police tue : c'est un acte isolé. Or le nombre d'assassinats de jeunes des quartiers populaires montre parfaitement que la violence est le cœur qui bat de la police. Le racisme est son âme. La situation insurrectionnelle dans les quartiers populaires est une conséquence logique et légitime. Face à une institution policière qui assassine dans l'impunité totale ou presque, il ne reste plus que la révolte. Le rapport de force est la seule option quand la classe politique fait semblant de s'indigner, quand la justice fait semblant de juger et quand la police fait semblant de se réformer.

Nous saluons la mémoire de cet enfant assassiné et celle de tous ceux qui sont tombés sous les balles de la police.

Interview de Ayman Nawfal, responsable de la Résistance

Palestinienne, au sujet de la Salle des Opérations communes

*Le Comité Action Palestine qui soutient de manière inconditionnelle la résistance palestinienne, publie l'interview par al-Jazeera, de **Ayman Nawfal**, membre du Conseil militaire des Brigades al-Qassam et membre de la **Salle des opérations communes des factions de la résistance palestinienne**. Cet organe de coordination et de décision basé à Gaza gère toutes les batailles contre l'ennemi sioniste. Il représente un modèle de coordination et d'unification d'organisations prônant toutes la résistance armée, mais aux idéologies diverses. C'est une manière d'agir conjointement dans le respect des différences de chacun, porteuse d'espoir pour les Palestiniens !*

Parlez-nous de la création de la Salle des opérations communes ?

Elle a été créée dans sa forme actuelle et définitive en 2018, au début des marches du retour dans la bande de Gaza, ainsi que des événements et des confrontations qui ont accompagné ces marches. À l'époque, il était nécessaire d'établir un organe de coordination entre les factions pour convenir des règles et des mécanismes de confrontation. Cependant, le lancement de la Salle commune n'est pas le début de l'action militaire commune entre les factions. L'action commune a commencé très tôt, à toutes les étapes de la résistance et de la lutte de notre peuple.

La Salle commune a connu ses premiers rounds après sa formation officielle dans l'opération « Loyauté envers les martyrs » à la fin du mois de mai 2018, après le martyre de 3 résistants des Brigades al-Qassam et des Brigades al-Quds dans des bombardements d'artillerie traîtres de l'armée ennemie. La Salle commune à l'époque a imposé des règles d'engagement,

à savoir pour tout bombardement un bombardement en réponse et pour tout sang versé, du sang versé en réponse. La Salle commune a également joué un rôle majeur dans la bataille « Bouclier du peuple » en mai 2019 pour repousser l'ennemi lors de ses incursions dans la bande de Gaza, et un rôle majeur dans la bataille de « Saif al-Quds » en 2021, elle a été active du début de la bataille jusqu'à sa fin.

La Salle commune rassemble-t-elle toutes les ailes militaires des factions palestiniennes, et combien sont-elles ?

La grande majorité des ailes militaires des factions de la résistance palestinienne sont incluses dans la Salle commune, et nous considérons que c'est l'une de leurs plus grandes réalisations, car elles ont constitué un cadre inclusif pour la résistance avec ses différents spectres et références politiques et idéologiques. Nous avons été en mesure d'intégrer toutes les entités militaires par un accord interne entre elles, alors que le nombre d'entités militaires avant la formation de la Salle commune atteignait plus de 40, il y a maintenant 10 ailes militaires, chaque aile militaire ayant ses propres références idéologiques.

Les factions militaires actuellement affiliées à la Salle commune sont les suivantes :

- Les Brigades Al-Qassam,
- Les Brigades Al-Quds,
- Les Brigades Abu Ali Mustafa,
- Les Brigades de la Résistance Nationale,
- Les Brigades Al-Nasser Saladin,
- Les Brigades des Moudjahidines,
- Les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, -Les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa – Nidal Al-Amoudi,
- Les Brigades Jihad Jibril,
- Les Brigades Al-Ansar.

La direction de la Salle commune tente également de compléter d'intégrer trois entités militaires restantes qui n'ont pas été incluses lors des premières discussions pour diverses

raisons, afin que la Salle commune devienne un cadre inclusif pour toutes les factions, toutes les entités et tous les combattants sans exception.

Qu'est-ce que la Salle commune a apporté aux factions ?

Il existe une communication et une coordination constantes entre les composantes de la Salle commune, en temps normal comme en temps de guerre. Par conséquent, la Salle commune fournit à toutes les factions des installations appropriées pour travailler sur divers aspects qui ne peuvent pas être entièrement détaillés. Cependant, nous mentionnons parmi eux : la fourniture de systèmes de commandement, l'amélioration de la communication entre les composantes de la Salle commune, la fourniture d'analyses de la situation opérationnelle et du renseignement, le soutien logistique et d'armement selon des mécanismes spécifiques, ainsi que l'adoption de mesures pour unifier les connaissances et pratiques militaires.

La Salle commune s'est efforcée d'améliorer les connaissances et l'expertise militaires des commandants de terrain, en inscrivant un certain nombre d'entre eux à l'Académie militaire palestinienne des Brigades Al-Qassam. La direction de la Salle commune a établi son propre site militaire à la fin de l'année dernière, et a lancé de nombreux cours de formation conjoints pour les formateurs et les combattants des ailes militaires, et a organisé les manœuvres « Extreme Corner », dont la première a eu lieu à la fin de 2020, et qui sont devenues des manœuvres annuelles périodiques, dont la dernière s'est déroulée en décembre dernier. Ces manœuvres ont pour but d'élever le niveau d'efficacité au combat et de maintenir un haut niveau de préparation.

L'une des tâches de la direction de la Salle commune est également – et c'est très important – d'organiser les relations avec les agences gouvernementales à Gaza dans tous leurs détails et complexités, compte tenu de la présence de

milliers de combattants de toutes les factions et de dizaines de sites militaires, et de la coordination nécessaire, des installations, des transactions, de la résolution des problèmes, de la coordination des efforts, et ainsi de suite.

La décision d'engager la confrontation est-elle une décision collective de la Salle commune et quels sont ses mécanismes ?

Bien sûr, la résistance progresse d'année en année, développe ses mécanismes d'action et tire profit de ses expériences, qu'il s'agisse de consolider les acquis ou de corriger les erreurs. Par conséquent, la résistance a atteint aujourd'hui un stade où il n'est pas possible de s'engager dans la guerre et la confrontation sans une décision unifiée, collective et délibérée, qui prend en compte l'accumulation des forces, l'intensité de coups à infliger à l'ennemi, le choix du moment, du lieu, de la forme et des outils utilisés, de manière à servir les objectifs de notre peuple et à infliger le plus de dommages possible à l'ennemi tout en contrecarrant ses plans.

Il ne fait aucun doute que certaines batailles se sont imposées à notre peuple afin de répondre à l'agression barbare de l'occupation. Dans tous les cas, la Salle conjointe avant toute décision engageant une confrontation se réunit et décide. Elle se réunit aussi pendant la bataille, quelle qu'en soit la cause, pour procéder au calendrier et au rythme de la confrontation, décider de la nature de l'engagement des différentes factions, tout cela selon des considérations déterminées par la direction de la Salle commune. Il faut souligner ici que toutes les factions militaires de la Salle commune ont leurs propres directions politiques, qu'elles consultent afin d'arriver à une décision collective nationale unifiée.

L'occupation a-t-elle pu isoler les Brigades Al-Quds lors de la dernière bataille ? Quel est le rôle de la Salle commune à ce moment-là dans cette confrontation ?

L'agression contre notre peuple est une agression unique avec un ennemi unique, à savoir l'occupation. L'occupant a voulu isoler les Brigades Al-Quds lors de la dernière bataille par des assassinats ciblés de la direction des Brigades Al-Quds (le commandant Khalil Al-Bahtini, l'un des chefs de la chambre commune, le commandant Jihad Al-Ghanam, le commandant Tariq Ezz Al-Din, le commandant Hassan Ghali, le commandant Ahmed Abu Daqqa et le commandant Iyad Al-Hassani, que Dieu leur fasse à tous miséricorde).

Mais la Salle commune a brisé l'objectif de l'ennemi. Nous avons immédiatement, à la tête de la Salle, consulté la direction des Brigades al-Quds, en gérant la bataille d'une manière délibérée et consensuelle. (Ainsi) nous avons envoyé des messages directs et indirects à l'ennemi indiquant que la bataille allait prendre une tournure dangereuse, de sorte que l'ennemi risquait de se retrouver dans une impasse politique et militaire. L'ennemi n'était pas en mesure de supporter un combat qui allait s'étendre. L'ennemi n'était pas capable de supporter une guerre d'attrition sur une plus longue période, et il s'est donc progressivement éloigné de l'objectif qu'il s'était assigné. Cela s'ajoute à la contribution des factions armées et à la réponse efficace des missiles.

Il y a d'autres engagements qui ne peuvent pas être dévoilés à ce stade.

Nous voudrions souligner ici que nous ne devons pas laisser l'ennemi s'engager sur un front unique de confrontation, que cela soit à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem ou à l'intérieur occupé, sans que notre peuple prennent l'initiative d'empêcher cela. Et le meilleur moyen de l'empêcher est de se lever sur d'autres fronts et obliger l'ennemi à se disperser et renverser la situation.

C'est à notre peuple de le faire, et notre peuple en est capable, avec l'aide de Dieu.

Comment allez-vous gérer le fait que le gouvernement d'occupation mette sur la table la politique des assassinats ciblés ?

Premièrement, les assassinats ciblés n'ont jamais arrêté la marche et la résistance de notre peuple, et c'est une politique continuelle qui n'a en fait fait que renforcer la détermination de la résistance, l'histoire récente le prouvent et le confirment. Le gouvernement sioniste actuel, le plus arrogant, le plus extrémiste et le plus criminel, a été confronté à une épreuve difficile à Gaza et dans toutes les arènes palestiniennes. Il sera confronté à d'autres épreuves difficiles qui l'exposeront à un effondrement retentissant, si Dieu le veut, s'il persiste dans son arrogance envers notre peuple.

Si l'ennemi croit qu'il a réussi quelque chose en assassinant par trahison certains de nos dirigeants et frères, alors ce qui l'attend est quelque chose qui lui gâchera son plaisir et le brisera.

L'expression « unité des fronts d'affrontements » a circulé récemment. La Salle commune fait-elle partie de cette stratégie ?

Bien sûr, Gaza et sa résistance en sont le fer de lance, et la plus grande preuve en est que la Salle commune était fortement présente durant la bataille de « l'épée bénie de Jérusalem » en 2021. Nous sommes convaincus que notre bataille pour libérer la Palestine nécessite une mobilisation des énergies et une unification des efforts. Au cœur de cet axe et de ces places se trouve Jérusalem et Al-Aqsa, car c'est la qiblah, le but et le motif principal de notre action de résistance.

C'est pourquoi l'« Axe d'Al-Qods » a été créé pour confirmer que Jérusalem est au centre de la bataille [l'Axe d'Al-Qods est le nouveau nom de l'Axe de la résistance]. Les cercles autour de Jérusalem s'étendent des territoires occupés de 48,

en passant par la Cisjordanie et Gaza et les périphéries de l'Axe de la résistance, jusqu'aux peuples arabes et islamiques et jusqu'aux peuples épris de liberté du monde entier, et chacun d'entre eux a un rôle et un devoir importants.

Gaza, avec sa résistance est l'épée dégainée et le bouclier solide pour ces arènes, avec sa direction nationale proactive et forte. Par conséquent, la Salle commune réalise l'importance de renforcer le travail sur tous les fronts, en particulier à Jérusalem, en Cisjordanie et dans l'intérieur occupé, en tant que lieux d'affrontements au plus près de l'occupant capables d'enflammer toute la région et de dissuader l'occupation d'infliger des pertes au prix exorbitant.

La Salle commune, avec ses différentes factions de la résistance, est tout à fait prête à remplir son rôle et son devoir sacrés, et ne tardera pas à s'en acquitter avec l'aide de Dieu. Nous présentons la Salle commune comme un modèle pratique efficace pour l'unité de l'Axe de la résistance, et nous sommes prêts à développer ce modèle inspirant pour former un cadre global pour toutes les forces de la résistance sur tous les fronts de la confrontation avec l'ennemi.

La Salle commune a-t-elle atteint un niveau réel d'action unifiée entre les factions, ou reste-t-il encore beaucoup à faire ?

Bien sûr, la forme de notre combat contre l'ennemi et les dangers et menaces auxquels nous sommes confrontés empêchent l'unité et la fusion complète des factions de la résistance, mais grâce à Dieu et à des efforts importants et continus, nous avons pu atteindre un bon niveau d'action commune et coordonnée. Aujourd'hui, il existe des comités efficaces et permanents dans divers domaines qui rassemblent les factions de la Salle commune.

Un comité conjoint spécial a été formé pour faire ensemble

l'analyse des situations, comprenant des représentants des membres des ailes militaires siégeant à la Salle commune. De manière identique, nous avons les comités des opérations, de la formation, ainsi que le comité des médias, mais aussi d'autres comités dans d'autres champs d'action.

Nous nous efforçons en permanence de développer des mécanismes de travail et de coordination afin de renforcer la Salle commune, si Dieu le veut.

Traduction et publication initiale par le groupe Signal
« Nouvelles de Palestine »

Soirée témoignages : Expulsions, vols, massacres et résistance en Palestine

8 juin 19h30 aux Halles des Douves à Bordeaux

Témoignage de Hossam, palestinien, réfugié en Syrie jusqu'en 2012

Projection du film « la terre parle arabe » de Maryse Gargour

Pour mieux comprendre la résistance des Palestiniens aujourd'hui, nous vous invitons à mieux connaître leur histoire ! Aussi venez nombreux à la soirée-débat organisée par le Comité Action Palestine, le 8 juin à 19h30 aux Halles des Douves à Bordeaux pour échanger avec Hossam qui relatera l'histoire de sa famille, expulsée en 1948 vers la Syrie, et assister à la projection du film « la terre parle arabe » de Maryse Gargour.

L'histoire d'Israël n'est qu'une longue histoire de crimes, de vols, de répression et d'épuration ethnique. En 1948, année de la « création de l'Etat israélien », dénommée « la Catastrophe » par les Palestiniens, cinq cents villages ont été détruits et 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres. Cautionné par les puissances occidentales, le mythe sioniste selon laquelle la Palestine était «une terre sans peuple pour un peuple sans terre» a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation et d'épuration ethnique. En juin 1967, 450000 Palestiniens ont été de nouveau expulsés suite à l'occupation sioniste de toute la Palestine. Les réfugiés et déplacés palestiniens sont aujourd'hui près de 8 millions. Un tiers d'entre eux vivent encore dans les 58 camps établis après la Nakba à Gaza, en Cisjordanie et dans plusieurs pays voisins comme la Jordanie, le Liban, la Syrie. Ils revendiquent toujours l'application de leur Droit au Retour.

PALESTINE

EXPLUSIONS, VOLS,
MASSACRES... et RÉSISTANCE :

témoignage de Hossam,
palestinien, réfugié en Syrie
jusqu'en 2012

19h30 : projection
du film La terre
parle Arabe de
Maryse Gargour.

21h : témoignage /
débat.

JEUDI 8 JUIN

HALLES DES DOUVES - BORDEAUX



Soirée organisée par le **Comité Action Palestine**
(actionpalestine@hotmail.com)



Mais, face à ce crime, le peuple palestinien a toujours résisté avec détermination. Il a toujours refusé que les

sionistes le rayent de la carte. Son combat prend de multiples formes : l'enfant qui jette des pierres et continue d'aller à l'école, la femme qui étudie et se sacrifie en martyr sur un checkpoint, le paysan qui cultive sa terre et prend les armes pour défendre son peuple, le prisonnier politique qui ne plie pas et donne sa vie en faisant la grève de la faim, au réfugié qui a gardé la clef de sa maison et la transmet à la nouvelle génération.

[https://www.facebook.com/events/1938243313199250?context=%7B%22event_action_history%22%3A\[\]%7D](https://www.facebook.com/events/1938243313199250?context=%7B%22event_action_history%22%3A[]%7D)

Palestine : l'avenir appartient à la résistance populaire

Comité Action Palestine, 2 juin 2023

Les coups portés par la résistance palestinienne paient. Certes c'est au prix du sang, mais depuis plusieurs décennies la résistance met tout en œuvre pour contrer le vol des terres et la volonté infernale de destruction du peuple palestinien. Quoi qu'en disent les propagandistes occidentaux tous acquis et soumis au sionisme, la tentative d'implantation coloniale en Palestine est un échec historique.

Dernièrement, un évènement majeur a vu s'opposer au sein de cette entité coloniale des sionistes à des sionistes autour de l'avenir de la Cour suprême. Il ne faudrait pas s'y tromper. Ils ne s'opposent pas sur la question coloniale. Ces deux camps reflètent deux visions ou deux modèles sionistes qui se disputent sur la stratégie la plus efficace pour que réussisse

la colonisation complète de la Palestine. Du sort et du devenir des Palestiniens, ils s'en moquent. Un colon modéré ou un colon extrémiste reste un colon. Mais cette confrontation et l'hostilité grandissante entre sionistes est une bonne nouvelle pour les Palestiniens. Ces contradictions accélèrent l'affaiblissement politique du sionisme qui fait face aujourd'hui, dans des proportions jamais connues, à une résistance populaire intérieure qui se développe dans tous les territoires de la Palestine sans exception. La révolution palestinienne prend pied partout, et elle est bien plus inquiétante pour les sionistes que des armées arabes coalisées. Elle s'enracine et se radicalise en mobilisant des groupes de jeunes prolétaires armés et déterminés.

A cette configuration nouvelle s'ajoute le paramètre militaire, qui a permis un saut qualitatif à l'avantage des Palestiniens en rééquilibrant les rapports de force entre la puissance de feu sioniste et les capacités militaires palestiniennes. Cet avantage est le missile avec lequel les Palestiniens mettent en joue chaque ville sioniste, chaque site stratégique. Gaza la prolétaire fait peur à la bourgeoise Tel-Aviv. Le mariage heureux du missile et de la guérilla urbaine est une promesse de libération nationale certaine pour les Palestiniens.

Cette nouvelle donne politico-militaire est renforcée par l'évolution de l'environnement immédiat du théâtre principal de la lutte titanesque que livrent les Palestiniens contre l'impérialisme colonial. La restauration des liens diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, la réintégration de Bachar Al Assad au sein de la Ligue arabe et la forte menace du Hezbollah sur les frontières rendent encore plus compliquée l'équation pour les dirigeants sionistes.

Rien ne semble contrarier ce mouvement profond et durable, favorable aux Palestiniens et défavorable aux sionistes qui sont conscients de cette situation très critique pour eux. Dans ces conditions dégradées, « Israël » n'a d'autres voies

de salut que la violence à l'état pur. La cosmétique « démocratique » cache mal la vraie face, hideuse, d'un Etat colonial tuant des civils palestiniens sans considérations de sexe ou d'âge. La raison cédant la place à l'aveuglement, les sionistes persistent dans la voie de la force pour tenir face à la résistance palestinienne. Si les Etats occidentaux continuent à apporter un soutien indéfectible à la colonisation de la Palestine, ils sont confrontés eux aussi à un basculement historique qui annonce un avenir palestinien bien meilleur qu'aujourd'hui. Ce basculement géopolitique est dû à l'émergence de nouveaux pôles de puissance comme la Chine, la Russie, l'Inde ou le Brésil. Cette nouvelle réalité mondiale en gestation, qui risque de basculer définitivement et de manière défavorable pour les Occidentaux sur le champ de bataille ukrainien, ne peut être qu'une perspective positive pour le peuple palestinien et pour tous les peuples du Sud. Et ce renversement n'est possible que parce que les bases mêmes de la civilisation capitaliste occidentale, les bases économiques, sont en voie de pourrissement rapide. Sa prétendue supériorité n'est plus aujourd'hui qu'un mythe raciste. Bousculé de l'extérieur par de nouveaux prétendants à la domination du monde et de l'intérieur par des forces populaires appauvries et conscientes de leur exploitation, le capitalisme occidental, à l'image de sa créature sioniste, ne compte plus que sur la violence pour survivre.

Tout l'enjeu aujourd'hui pour les forces de résistance palestinienne est de tenir en jouant des contradictions locales et internationales et surtout de renforcer leur unité pour mettre fin à la greffe coloniale sioniste qui n'a jamais pris.

Palestine : 75 ans de Nakba, 75 ans de résistance !

Prise de paroles du Comité Action Palestine (rassemblement du 13 mai)

Le 14 mai 1948, jour de la « création de l'Etat israélien », est commémoré par les Palestiniens comme la Nakba, la Catastrophe. L'entité sioniste s'est construite sur une épuration ethnique sans précédent qui consista à massacrer et expulser 90% de la population autochtone : le peuple palestinien. Cinq cents villages détruits, 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres, de très nombreux massacres, les sionistes franchissaient alors une étape majeure dans leur projet colonial entrepris dès la fin du XIX^{ème} siècle. Mais la Nakba ne s'est pas arrêtée en 1948.

Depuis plus de 75 ans, la judaïsation de la Palestine, l'épuration ethnique et le vol de la terre se poursuivent à marche forcée, avec le soutien total des puissances impérialistes. Les Palestiniens, hommes, femmes, enfants sont assassinés au grand jour, les prisonniers torturés, leurs maisons détruites, leurs terres volées, leurs lieux de cultes spoliés, leur dignité bafouée. Jamais un crime ne fut autant légitimé, légalisé, applaudi. Jamais un crime n'a rassemblé et coalisé autant de nations, révélé tant d'hypocrisie et de trahison pour écraser un peuple. Sur la Nakba s'est établi un crime nommé Israël.

Mais, en 75 ans les choses ont beaucoup changé, et malgré toutes les tentatives sionistes de le rayer de la carte, le peuple palestinien a toujours résisté et il est toujours debout plus déterminé que jamais à libérer sa terre.

Au cours des 20 dernières années et depuis la défaite cuisante de l'Etat sioniste au Liban en 2000, le mythe de son

invincibilité est tombé. Toutes les attaques qui ont suivi au Liban ou à Gaza se sont soldées par une succession de défaites. Aujourd'hui l'équation a radicalement changé. Face à une occupation toujours plus faible politiquement et militairement, la résistance palestinienne révèle quant à elle sa force grandissante et son unité. Les derniers mois en Cisjordanie et surtout les derniers jours depuis Gaza en sont la démonstration. La peur et la terreur ont changé de camps. La résistance montre qu'elle est capable d'atteindre les colons où qu'ils se trouvent en Palestine occupée, et d'engendrer le chaos chez l'occupant. Par ailleurs les nouvelles alliances stratégiques au Moyen Orient fragilisent encore plus l'entité coloniale que peut maintenant être attaquée sur plusieurs fronts.

Même si plusieurs responsables de la résistance sont déjà tombés en martyrs, c'est elle qui fixe dorénavant les règles d'un éventuel accord de cessez-le-feu qu'il ne s'agit plus de brader. Toutes les forces et toutes les factions palestiniennes sont déterminées à aller jusqu'au bout de la bataille.

Oui bien sûr l'occupant réussit à éliminer des résistants, mais pas la résistance. Oui il massacre des hommes, des femmes et des enfants, et on compte déjà plus de 30 martyrs depuis 4 jours, dont 6 enfants et 4 femmes, mais ce faisant il renforce la vitalité révolutionnaire du peuple palestinien. Tant que la révolution vivra, elle trouvera des Hommes à la hauteur pour la conduire sur le chemin de la libération.

En ce jour de commémoration de la Nakba, rendons hommage à cette résistance héroïque, rendons hommage à ce peuple qui combat l'injustice que lui impose le monde depuis 75 ans, rendons hommage à ses prisonniers qui mènent un double combat pour la liberté,

Parmi eux, citons en particulier Khader Adnan ce prisonnier qui a mené une grève de la faim de plus de 80 jours pour

dénoncer sa nième détention arbitraire et les sionistes ont laissé mourir de faim. La restitution de sa dépouille à sa famille est une des conditions sine qua non du cessez le feu. Citons également notre camarade Georges Ibrahim Abdallah, ce militant antisioniste libanais, enfermé dans les geôles françaises depuis près de 40 ans et dont la détention symbolise à elle seule le sionisme de l'Etat français et le soutien sans failles de ce dernier aux crimes d'Israël.

Rendons hommage à ses martyrs qui tombent chaque jour pour que vive la Palestine. Seule la lutte paye, les Palestiniens nous le démontrent chaque jour. Après 75 ans d'oppression, la libération s'avance à grands pas !

Vive la Palestine, force et honneur au peuple palestinien.

PALESTINE : 75 ans de Nakba, 75 ans de résistance !

Appel à rassemblement : 13 mai, 15h, place de la Victoire à Bordeaux

Le 14 mai 1948, jour de la « création de l'Etat israélien », est commémoré par les Palestiniens comme la Nakba, la Catastrophe. L'entité sioniste s'est construite sur une épuration ethnique sans précédent qui consista à massacrer et expulser 90% de la population autochtone : le peuple palestinien. Cinq cents villages détruits, 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres, de très nombreux massacres, les sionistes franchissaient alors une étape majeure dans leur projet colonial entrepris dès la fin du XIX^{ème} siècle. Mais la Nakba ne s'est pas arrêtée en 1948.

Depuis plus de 75 ans, la judaïsation de la Palestine, l'épuration ethnique et le vol de la terre se poursuivent à marche forcée, avec le soutien total des puissances impérialistes. Les Palestiniens, hommes, femmes, enfants sont assassinés au grand jour, les prisonniers torturés, leurs maisons détruites, leurs terres volées, leurs lieux de cultes spoliés, leur dignité bafouée. Jamais un crime ne fut autant légitimé, légalisé, applaudi. Jamais un crime n'a rassemblé et coalisé autant de nations, révélé tant d'hypocrisie et de trahison pour écraser un peuple. Sur la Nakba s'est établi un crime nommé Israël.

Mais, face à ce crime, le peuple palestinien a toujours résisté avec détermination. Il a toujours refusé que les sionistes le rayent de la carte. Son combat prend de multiples formes : l'enfant qui jette des pierres et continue d'aller à l'école, la femme qui étudie et se sacrifie en martyr sur un checkpoint, le paysan qui cultive sa terre et prend les armes pour défendre son peuple, le prisonnier politique qui ne plie pas et donne sa vie en faisant la grève de la faim, au réfugié qui a gardé la clef de sa maison et la transmet à la nouvelle génération.

En ce jour de commémoration de la Nakba, rendons hommage à cette résistance héroïque, rendons hommage à ce peuple qui combat l'injustice que lui impose le monde depuis 75 ans, rendons hommage à ses martyrs qui tombent chaque jour pour que vive la Palestine. Venez nombreux pour soutenir la résistance palestinienne !

Force et honneur au peuple palestinien !

[https://www.facebook.com/events/267211215666649?acontext=%7B%22event_action_history%22%3A\[%7B%22mechanism%22%3A%22your_upcoming_events_unit%22%2C%22surface%22%3A%22bookmark%22%7D\]%2C%22ref_notif_type%22%3Anull%7D](https://www.facebook.com/events/267211215666649?acontext=%7B%22event_action_history%22%3A[%7B%22mechanism%22%3A%22your_upcoming_events_unit%22%2C%22surface%22%3A%22bookmark%22%7D]%2C%22ref_notif_type%22%3Anull%7D)

Ricorrenza della sospensione dello scioglimento del Comité Action Palestine

29 Aprile 2023

Un anno fa, il 29 Aprile 2022, un pronunciamento del Consiglio di Stato ha sospeso il decreto di dissoluzione del *Comité Action Palestine* firmato il 9 Marzo 2022 dal presidente della repubblica Emmanuel Macron. E' stata una vittoria storica.

In virtù dell'articolo L212-1 del Codice della Sicurezza degli Interni, lo Stato ricorreva al manganello per far sparire dalla vita associativa e militante il *Comité Action Palestine*, ritenendo, sulla base di flagranti allegazioni menzognere, che, con il pretesto dell'antisionismo, « *incitait à la haine, à la discrimination et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur religion* » [incitava all'odio, alla discriminazione e alla violenza contro un gruppo di persone a causa della loro confessione religiosa], in poche parole, all'antisemitismo.

In aggiunta, e come variante, lo Stato non ha esitato ad accusarci di « *soutien et d'incitation au terrorisme sur le territoire et à l'étranger* » [sostenere e incitare atti terroristici in Francia e all'estero] per il nostro supporto senza riserve alla legittima resistenza del popolo palestinese. Di fronte a tali, pesantissime accuse, inventate e costruite pericolosamente, la via d'uscita in sicurezza da tale situazione, non si prospettava facile per il *Comité Action Palestine*, ma grazie al ricorso in Consiglio di Stato, il decreto di scioglimento poté essere sospeso sine die.

Contrariamente a quanto sostenuto dal Ministero degli Interni, il Consiglio di Stato ha ritenuto che lo scioglimento dell'associazione fosse da considerarsi un grave attacco alle libertà d'espressione e d'associazione. La linea della difesa è stata chiara. L'associazione ha denunciato le menzogne e le manipolazioni del governo e ha riaffermato i principi politici alla base del suo sostegno al popolo palestinese.

Nel ricorso depositato e durante l'udienza di fronte al Consiglio di Stato la nostra associazione ha onorato le rivendicazioni del popolo palestinese e delle sue principali organizzazioni. Abbiamo, quindi, tenuto a precisare, conformemente alla nostra carta costitutiva, che il *Comité Action Palestine* sostiene la resistenza del popolo palestinese in ogni sua forma e manifestazione e ha ricordato con forza il principio non negoziabile della sovranità dei popoli. In questo modo il Consiglio di Stato ha inferto una sconfitta storica al governo francese.

In un momento in cui i decreti e le minacce di scioglimento delle associazioni si moltiplicano insieme gli attacchi alla libertà d'espressione ormai quotidiani, e qualsiasi forma di contestazione viene repressa con violenza dal governo, questa vittoria non è soltanto la nostra, ma anche e soprattutto quella di tutti i militanti sinceri. Essa mette in evidenza quanto sia fondamentale non lasciarsi intimidire e portare avanti le lotte a qualunque prezzo!

Viva la Palestina, via il popolo palestinese!